



Durabilité

L'esprit d'entreprise au service ***du développement durable***

09.09.2026

D'un coup d'oeil

- En Suisse, la croissance a pu être en grande partie dissociée des émissions. Elle bénéficie de l'innovation et d'un cadre réglementaire fiable
- En matière de durabilité, une bureaucratie lourde lie des ressources et crée des incitations inopportunes au lieu d'encourager des solutions entrepreneuriales à fort impact
- La durabilité profite d'un cadre réglementaire technologiquement neutre, d'une réduction de la réglementation et de davantage de marge de manœuvre entrepreneuriale

À bien des égards, l'économie suisse est déjà durable: au sein de l'OCDE, nous sommes le pays qui consomme le moins d'énergie et émet le moins de gaz à effet de serre par franc de produit intérieur brut. La croissance économique a pu être en grande partie dissociée des émissions. L'industrie a ainsi pratiquement divisé ses émissions de CO₂ par deux, par rapport à 1990, et quasiment doublé sa valeur ajoutée - sachant que sa part est restée constante. Pour cela, elle bénéficie notamment de l'innovation et d'un cadre réglementaire fiable.

Bien que la charge administrative ait considérablement augmenté ces dernières années, l'avenir est inenvisageable sans cadre réglementaire. Si l'on empilait les rapports annuels de durabilité des entreprises, leur hauteur dépasserait celle de la Prime Tower à Zurich, qui culmine à 126 mètres. Selon nos calculs, les coûts liés à ce reporting mobilisent plusieurs dizaines de milliers de personnes et engloutissent des centaines de millions de francs – autant de ressources qui pourraient être utilisées de manière plus productive ailleurs.

Le développement durable a besoin d'innovation, et celle-ci ne se planifie pas sur une planche à dessin. De nombreux arguments plaident en faveur d'un recours accru aux forces entrepreneuriales pour la réalisation des objectifs de durabilité, car les entreprises sont mieux à même d'exploiter les connaissances décentralisées que n'importe quelle autorité centrale. Ce ne sont pas les processus ni les formulaires qui comptent pour elles, mais les résultats. Contrairement aux marchés, les programmes de soutien n'éliminent pas les mauvaises idées. Sans compter que les entreprises peuvent réagir plus rapidement que les responsables politiques et l'administration.

Pour atteindre les objectifs de durabilité, on ne peut se passer des forces entrepreneuriales. Il faut donc moins de réglementation et de bureaucratie. L'État devrait se concentrer sur la mise en place de conditions-cadres fiables et neutres sur le plan technologique, notamment dans les domaines de la sécurité de l'approvisionnement, des infrastructures, de la formation et de la recherche. Choisir de ne pas réglementer ou de réglementer moins est devenu une nécessité. Dans un monde de moins en moins enclin à prendre des risques, cette approche peut paraître inconfortable. Or, quand on tente d'éliminer les risques en édictant des règles, on étouffe aussi les opportunités dans l'œuf.

La version originale de ce texte a été publiée dans "La Vie économique" le 8 septembre 2026.



Alexander Keberle

Responsable Politique de la place économique, membre de la direction